



Département de la
Seine-Maritime

D.2016.09/09

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/09/2016

Publication : 16/09/2016

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 12 Septembre 2016

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	30
Nombre de Pouvoirs	3
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **13 septembre 2016**.

L'an deux mille seize, le **12 septembre à dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **5 septembre 2016**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Monsieur **LARDANS**, Jean-Luc **GONFROY**, Gilbert **FOURNIER**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Monsieur **DELAHAYS**, Jean-Pierre **QUEMION**, Franck **DORAY**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS**, Marie-Paule **DESHAYES**, Sophie **CAPELLE**, Valérie **LEDoux**, Karine **LOUISET**, Estelle **FERRON**, Alexandre **MORA**, Juliette **LOZACH**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI** (jusqu'à 18h50), Jérôme **DUBOST**, Nordine **HASSINI**, Aurélien **LECACHEUR** (à partir de 18h50), Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Stéphanie **ONFROY**, a donné pouvoir à Juliette **LOZACH**
Gilles **BELLIERE**, nouveau conseiller municipal a donné pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**.
Nada **AFIOUNI** a donné pouvoir à Jérôme **DUBOST** à partir de 18h50.

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 12 septembre 2016

2016.09/09

FINANCES : Sollicitation du Fonds de concours de la CO.D.A.H. – Projets d'investissements concernés pour la Ville de Montivilliers en 2016 - Autorisation

M. Laurent GILLE, Adjoint au Maire. – Je vous rappelle que les EPCI sont soumis à un double principe de spécialité territoriale et fonctionnelle qui limite leur action au périmètre strict du territoire des communes-membres et des compétences qu'elles lui ont été transférées. Toutefois, par exception et par dérogation à ce principe fondamental, l'article L. 5216-5 VI du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par la loi du 13 Août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, autorise un EPCI à instituer et verser des fonds de concours à ses communes-membres dans le respect des dispositions suivantes :

- Le fonds de concours communautaire doit avoir pour objet le financement de la réalisation d'équipements : équipements de superstructure, équipements d'infrastructures, travaux portant sur la réalisation d'installations, matériel et outillages techniques.
- Ce fonds de concours peut sur un même objet être mobilisé en même temps que l'autre fonds de concours déjà dédié par la CO.D.A.H à la politique de l'aide au sport aux infrastructures sportives, sans toutefois que le montant maximum cumulé des fonds de concours alloué ne puisse dépasser 50 % du montant total HT restant à la charge de la commune.
- Seules les prestations d'investissement réalisées à partir du 1^{er} Janvier 2015 et d'un montant minimum de 10 000 € sont éligibles à ce fonds de concours.
- L'assiette de calcul du fonds de concours à verser sera définie à partir du montant HT restant à la charge de la commune après déduction de toutes les subventions publiques. Sur cette base, le montant maximum du fonds de concours alloué à la commune ne pourra dépasser 50% de ce montant HT restant à charge.
- La commune, maître d'ouvrage, en application de l'article L.1111-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, devra assurer une participation minimale au financement d'un projet d'investissement d'au moins 20 % du total des financements apportés par des personnes publiques (fonds de concours compris).
- Le versement du fonds de concours doit donner lieu à délibérations concordantes du Conseil Communautaire et du ou des Conseils Municipaux concernés.

La présente délibération a pour objet :

- **de solliciter l'attribution et le versement de ce fonds de concours intercommunal, en vue d'accompagner la réalisation des investissements suivants pour 2016 à hauteur de 618 810.87€ :**

1 – Acquisition d'une balayeuse : Remplacement de la balayeuse existante de plus de 6 ans par équipement plus performant et plus adapté notamment par la présence d'un troisième balai permettant de réaliser du désherbage.

Montant total de l'achat de 169 480.67 €HT, montant du fonds de concours sollicité : 84 740.33 €

2 – Acquisition d'un véhicule service propreté : Remplacement d'un véhicule ancien.

Montant total de l'achat de 43 168.50 €HT, montant du fonds de concours sollicité : 21 584.25 €

3 – Rénovation éclairage public : Dans le cadre du plan pluriannuel de reconstruction de l'éclairage public, rénovation de différentes rues.

Montant total des travaux de 300 000 €HT, montant du fonds de concours sollicité : 150 000 €

4 – Abbatale – Travaux gouttières et chéneaux : Travaux nécessaires à la préservation du bâtiment.

Montant total des travaux de 119 423.72 €HT, montant du fonds de concours sollicité : 59 711.86 €

5 – Réfection de voiries communales : rue de Saintonge, allée des Cigognes, chemin de Nerval, Avenue Charles de Gaulle, rue Georges Braque et Georges Mahieu, rue Médéric Deschamps, rue d'Aunis.

Montant total des travaux de 356 619.07 €HT, montant du fonds de concours sollicité : 178 309.53 €

6 – Parking J. Ferry – Aménagement de sécurité aux abords de l'école : Afin de sécuriser l'entrée de l'école J.Ferry et de rendre accessible aux personnes à mobilité réduite, il est nécessaire de faire des aménagements au niveau des trottoirs et de déplacer l'entrée de l'établissement.

Montant total des travaux de 105 888.90 €HT, montant du fonds de concours sollicité : 52 944.45 €

7- Effacement des réseaux aériens rue de la République : 81. 440.90€ HT, montant du fonds de concours sollicité : 40 720,45 €

8- Mise en conformité de la défense incendie de la ZAC des Castors : montant total des travaux de 61 600€ HT, montant du fonds de concours sollicité : 30 800 €

- **d'autoriser le Maire à signer les conventions ci-annexées qui définissent les modalités d'attribution et de versement de ce fonds de concours par la CO.D.A.H.**

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5214-16 V et L. 5216-5 VI,

VU la délibération du Conseil Communautaire de la CO.D.A.H en date du 25 Juin 2015 instaurant un fonds de concours à l'investissement de 30M€ afin de soutenir les 17 communes membres dans leur politique d'investissement et l'activité économique dans l'agglomération havraise,

VU le rapport du premier Adjoint en charge des Finances et des grands projets,

CONSIDERANT

- qu'au vu des critères de répartition, un fonds de concours de 3 454 534 € a été attribué à la commune de Montivilliers pour la période 2015 – 2020,

-qu'au 19 juillet 2016, il reste 2 739 238,94€ sur 3 454 534€ alloués pour 2015-2020,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **de solliciter** la mobilisation du fonds de concours intercommunal de la CO.D.A.H pour la réalisation des investissements listés ci-dessus :

- **d'approuver** les conventions et le dossier ci-annexés, à joindre à la présente délibération et à adresser à la CO.D.A.H,

- **d'autoriser** le Maire à signer toute pièce relative à la demande de fonds de concours intercommunal (FCI) auprès de la CODAH et notamment la convention jointe en annexe.

Imputation budgétaire

Exercice 2016

Budget principal

Sous-fonction et rubriques :

Nature et intitulé : 13251

Montant de la recette : 618 810,87 euros

Le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus à l'unanimité.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



Le Maire

[Handwritten signature in blue ink]

Modalités de versement du fonds de concours

CONVENTION

(Commune de Montivilliers – *Nom du projet*)

Entre :

La Communauté de l'Agglomération Havraise (CO.D.A.H), représentée par son Président ou son représentant ou toute personne autorisée, et désignée sous le terme « CO.D.A.H. », d'une part ;

Et :

La Commune de Montivilliers, représenté par son Maire, Monsieur Daniel FIDELIN, ou son représentant.

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

Par délibération n°20150143 en date du 25 Juin 2015, le Conseil Communautaire de la CO.D.A.H. a décidé d'attribuer un fonds de concours de **3 454 534 €** à la commune de Montivilliers pour les projets suivants :

- *Projets annexés*
- *Projets annexés*

Article 1^{er} : Objet de la convention :

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de versement du fonds de concours de la Communauté de l'Agglomération Havraise au financement des projets suivants :

- *Projets annexés*
- *Projets annexés*

Article 2 : Montant du fonds de concours :

2.1 Le plan prévisionnel de financement se présente comme suit :

<u>BUDGET PREVISIONNEL H.T</u>			
<u>DEPENSES</u>		<u>RECETTES</u>	
<u>NATURE</u>	<u>MONTANT</u>	<u>NATURE</u>	<u>MONTANT</u>
<u>TOTAL</u>		<u>TOTAL</u>	

2.2 Participation communautaire :

Le montant maximum du fonds de concours alloué à la commune ne peut dépasser 50 % du montant HT à la charge de la commune après déduction de toutes les subventions publiques.

De plus, la commune, maître d'ouvrage, en application de l'article L. 1111-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, doit assurer une participation minimale au financement d'un projet d'investissement d'au moins 20 % du montant total des financements apportés par des personnes publiques (fonds de concours compris).

La participation communautaire s'effectuera sous forme d'attribution d'un fonds de concours d'un montant de correspondant à % du montant de l'opération estimée à € H.T.

La participation communautaire ne pourra pas être réévaluée à la hausse. Si le montant final des dépenses s'avérait inférieur à l'estimation initiale, la participation communautaire serait recalculée au prorata des dépenses réellement engagées et justifiées.

De ce fait, si la commune a perçu un fonds de concours supérieur à celui qu'elle aurait dû percevoir, elle devra procéder à son remboursement.

Article 3 : Modalités de paiement :

La Communauté de l'Agglomération Havraise versera le fonds de concours de la façon suivante (en fonction du montant du fonds de concours alloué) :

- **Subvention escomptée inférieure à 50 000 Euros** : un seul versement du fonds de concours après un état des dépenses acquittées visé par le Trésorier pour le projet.
- **Subvention escomptée supérieure à 50 000 Euros** : versement de deux acomptes et du solde :
 - 40 % d'acompte à la notification de la convention.
 - 40 % d'acompte au vu des justificatifs des dépenses acquittées visées par le Trésorier représentant 30 % du montant total H.T. de l'investissement.
 - Solde sur présentation des dépenses et des recettes acquittées.

Pour le versement du fonds de concours, la Commune devra fournir à la CO.D.A.H. les documents suivants :

- Un plan de financement finalisé définitif (en dépenses et en recettes).

Ce plan de financement devra être accompagné de commentaires expliquant le cas échéant les variations constatées entre le plan de financement prévisionnel et le plan de financement définitif.
- Un état des dépenses et des recettes réalisées, visé par le Trésorier de la Commune.
- Une attestation de fin de travaux visée par le maître d'ouvrage.
- Les copies des décisions des aides obtenues auprès d'autres partenaires publics.

La Communauté de l'Agglomération Havraise pourra éventuellement demander des copies de factures.

Article 4 : Conditions de résiliation et durée de la convention :

La convention a une durée de 3 ans dès sa notification (ou une durée adaptée à la durée du projet présenté).

Les pièces justificatives exigées à l'article 3 pour le versement du fonds de concours devront être produites dans un délai maximum de six mois après règlement de la facture de l'investissement concerné ou à compter de la date de réception des travaux.

A défaut, la Commune devra solliciter par courrier une prolongation des délais de justification.

Article 5 : Clause de publicité :

Le soutien apporté par la Communauté de l'Agglomération Havraise devra être mentionné sur les documents destinés au public.

Article 6 : Avenant :

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé des parties.

Article 7 : Recours :

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de ROUEN.

Pour le Bénéficiaire,

Le Maire,

Pour la CO.DA.H.,

Pour son Président,